



KPMG SA  
12 rue Papiau de la Verrie  
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1  
49000 Angers

# Association BTP CFA Pays de la Loire

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025  
Association BTP CFA Pays de la Loire  
9 rue Marcel Sembat 44100 NANTES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
12 rue Papiou de la Verrie  
Les Parcs d'Orgemont II Bâtiment 1  
49000 Angers

## **Association BTP CFA Pays de la Loire**

9 rue Marcel Sembat 44100 NANTES

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association BTP CFA Pays de la Loire,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BTP CFA Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note <<5-1 Principes Généraux - Changement de méthodes comptables>> de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n° 2022-06.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Provisions pour risques et charges**

Votre association constitue des provisions pour couvrir les risques et charges, telles que décrites dans la note "Provisions pour risques et charges" pages 16 et 17 de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.





## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 2 juin 2026

KPMG SA



02/06/2026 10:53

Signé par **Dominique Grignon**

**Dominique GRIGNON**

Associé

Actif		Exercice au 31/12/25			Exercice précédent
		Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/24
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Logiciels et dépôt de marque	303 452 €	303 452 €	- €	- €
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisation incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	3 570 520 €	756 624 €	2 813 896 €	2 899 594 €
	Constructions	73 463 266 €	43 802 521 €	29 660 747 €	24 175 380 €
	Installations techniques, matériel ou outillage industriels	19 531 580 €	17 109 446 €	2 422 134 €	2 452 095 €
Actif Circulant	Autres immobilisations corporelles	8 422 439 €	6 676 184 €	1 746 255 €	1 609 123 €
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	290 004 €	- €	290 004 €	4 890 051 €
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	- €	- €	- €	- €
	Immobilisations financières				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres (cautionnement, apport avec droit de reprise)	37 608 €	- €	37 608 €	40 859 €
	<b>TOTAL II</b>	<b>105 618 870 €</b>	<b>- 68 648 226 €</b>	<b>36 970 644 €</b>	<b>36 067 102 €</b>
Actif Circulant	Stock et encours	447 409 €	2 659 €	444 750 €	532 165 €
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 443 982 €	8 440 €	13 435 541 €	15 758 576 €
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	764 390 €	- €	764 390 €	747 577 €
	Charges constatées d'avance	290 329 €	- €	290 329 €	207 108 €
	Valeurs mobilières de placement	3 949 466 €	- €	3 949 466 €	550 000 €
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	31 891 158 €	- €	31 891 158 €	29 304 655 €
<b>TOTAL III</b>		<b>50 786 734 €</b>	<b>- 11 099 €</b>	<b>50 775 635 €</b>	<b>47 100 080 €</b>
Frais d'émission d'emprunt (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)					
<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>		<b>156 405 604 €</b>	<b>- 68 659 326 €</b>	<b>87 746 279 €</b>	<b>83 167 183 €</b>



Passif		Exercice 2025	Exercice précédent 2024
Fonds propres	Sans droit de reprise		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Avec droit de reprise		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation	- €	- €
	Réserves		
Fonds reportés et dédiés	Réserves statutaires ou contractuelles	33 511 967 €	29 037 365 €
	Réserves pour projet de l'entité	3 419 110 €	3 419 110 €
	Autres		
	Report à nouveau	583 469 €	583 469 €
	Excédent ou Déficit de l'exercice	3 704 854 €	4 474 602 €
	<i>Situation nette</i>	41 219 400 €	37 514 546 €
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	27 536 310 €	28 046 287 €
	Provisions réglementées		
	<b>TOTAL I</b>	68 755 709 €	65 560 833 €
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Provisions	<b>TOTAL II</b>	- €	- €
	Provisions pour risques	296 573 €	978 000 €
	Provisions pour charges	2 377 958 €	2 416 854 €
Dettes	<b>TOTAL III</b>	2 674 531 €	3 394 854 €
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 204 763 €	3 253 192 €
	Emprunts et dettes financières divers		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus	6 603 €	3 341 €
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 879 969 €	2 105 194 €
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	3 772 232 €	4 089 005 €
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	307 414 €	503 475 €
	Autres dettes	4 345 970 €	1 426 576 €
	Produits constatés d'avance	2 799 087 €	2 830 713 €
Ecart de conversion et différence d'évaluation passif (V)	<b>TOTAL IV</b>	16 316 038 €	14 211 496 €
	<b>TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)</b>	87 746 279 €	83 167 183 €

Compte de résultat		Exercice 2025	Exercice précédent 2024
Produits d'exploitation	Cotisations		
	<b>Production vendue</b>	38 140 170 €	41 135 033 €
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Subventions	4 452 309 €	1 069 893 €
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reversements divers		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 132 678 €	397 135 €
Charges d'exploitation	Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 150 €	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	112 284 €	3 356 245 €
	<b>Total des produits d'exploitation I</b>	<b>43 839 590 €</b>	<b>45 958 307 €</b>
	Achats de marchandises	3 110 786 €	3 493 973 €
	Variation de stocks	88 815 €	7 132 €
	Autres achats et charges externes	8 808 859 €	9 536 029 €
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 520 977 €	1 506 306 €
	Salaires	16 962 965 €	17 043 236 €
	Cotisations sociales	6 247 011 €	6 135 210 €
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 308 781 €	3 212 979 €
Produits financiers	Dotations aux provisions	419 365 €	650 971 €
	Valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	1 120 €	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	299 999 €	344 669 €
	<b>Total des charges d'exploitation II</b>	<b>40 768 678 €</b>	<b>41 916 240 €</b>
	<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>3 070 913 €</b>	<b>4 042 066 €</b>
	De participations	242 €	288 €
	D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	529 169 €	588 666 €
	Reprises sur provisions et dépréciations		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	213 385 €	
Charges financières	<b>Total des produits financiers III</b>	<b>742 796 €</b>	<b>588 953 €</b>
	Intérêts et charges assimilées	56 313 €	44 015 €
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Autres charges financières		
	<b>Total des charges financières IV</b>	<b>56 313 €</b>	<b>44 015 €</b>
	<b>Résultat financier (III-IV)</b>	<b>686 484 €</b>	<b>544 938 €</b>



## Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice 2025	Exercice précédent 2024
Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		3 757 396 €	4 587 004 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		- €	10 077 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		- €	63 048 €
Résultat exceptionnel (V-VI)		- €	52 971 €
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		52 542 €	59 432 €
Total des produits (I+III+V)		44 582 387 €	46 557 337 €
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		40 877 533 €	42 082 736 €
Excédent ou Déficit		3 704 854 €	4 474 602 €
Contributions volontaires en nature	Dons en nature	178 326 €	
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total des contributions volontaires en nature	178 326 €	
Charges des Contributions volontaires en nature	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
Total des charges des contributions volontaires en nature			



## ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE

Clos le 31 décembre 2025

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

### 1. OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Gérer, dans le cadre de son action en faveur de l'apprentissage et conformément aux articles R. 6232-1 et suivants du code du Travail, les centres de formation d'apprentis (CFA)
- Créer et gérer un ou plusieurs autres CFA ou structure(s) de formation professionnelle initiale prévue(s) par la loi telles que les unités de formation par alternance (UFA)
- Gérer les activités résultant de la gestion de CFA telles que l'hébergement et la restauration
- Conventionner, le cas échéant, pour intervenir en faveur des apprentis du bâtiment avec toute autre structure de gestion de l'apprentissage
- Organiser des actions de formation professionnelle continue.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le "projet de notre entité" pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

### 2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Apprentissage
- Formation continue et insertion professionnelle
- Activités annexes (hébergement - restauration).

Ces 3 domaines d'activité se sont exercés principalement dans les Pays de la Loire.

### 3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

#### Investissements 2025

Rubriques	Montant TTC	Financement			
		Constructys	Réserves	Autres	A préciser
Investissements	3 920 788 €	1 604 214 €	1 664 155 €	652 419 €	CCCA, TA et CONSEIL REGIONAL
Travaux immobilisés et en cours	290 004 €		290 004 €		
<b>TOTAL</b>	<b>4 210 792 €</b>	<b>1 604 214 €</b>	<b>1 954 159 €</b>	<b>652 419 €</b>	



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

### Ressources humaines

Evolution de l'effectif salariés (y compris apprentis)

	Au 31/12/25	Au 31/12/24	Evolution
Direction	30	34	-4
Animation	21	16	5
Enseignement	273	277	-4
Administratif	85	94	-9
Entretien	10	9	1
<b>TOTAL</b>	<b>419</b>	<b>430</b>	<b>-11</b>
Soit équivalent temps plein	401	416	-15
Effectif ETP moyen sur l'année	409	418	9

Augmentation de la valeur de point en janvier 2025 + 1,26 %.

## 4. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

### 4-1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

#### 4-1-1 Chiffre d'affaires Apprentissage

Le chiffre d'affaires 2025 a été établi à partir du logiciel YPAREO. Les factures à établir ont pu être calculées à partir d'un export nominatif. La mise en place d'API CONVERGENCE pour la deuxième année a permis au CFA de déposer un grand nombre de contrats sur les plateformes OPCO et doit optimiser la réception des accords de prise en charge. Certains contrats ne sont toujours pas financés (absence d'accord de prise en charge, blocage suite rupture...). Une provision a pu être constatée lorsque le risque de perte était avéré. Pour la partie chiffre d'affaires "reprise de stock" (début de contrat avant le 01/01/2020) certains paiements OPCO ne sont pas affectables. L'ensemble des écarts constatés a fait l'objet d'un produit constaté d'avance à l'arrêté des comptes 2025.

#### 4-1-2 Taxe d'Apprentissage et utilisation du report

Depuis le 1er janvier 2020, les CFA ne sont plus habilités à percevoir la taxe d'apprentissage en numéraire. Seuls les dons en nature sur la partie, 13 % de taxe d'apprentissage est recevable.

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

rubriques	montant	affectation	
		fonctionnement	investissement
montant de la collecte 2025 en nature	56 043 €	36 083 €	19 960 €
montant de la collecte 2025 en nature à recevoir			
utilisation de report de taxe antérieure	178 128 €		178 128 €

Report de taxe au 01/01/2025 :

178 128 €

Report de taxe au 31/12/2025 :

0 €

### 4-1-3 Projet immobiliers/Emprunts

#### a) Nouveaux ateliers LA ROCHE SUR YON

La construction des ateliers plâtre et carrelage a été livrée et mise en service à compter de septembre 2025. Cette construction, d'un montant global de 4 739 k€, est financée par deux emprunts de 2 684 k€ souscrits auprès du CIC. Une subvention de Constructys de 1 250 k€ a été accordée.

#### b) Rénovation des façades LE MANS

Le chantier de rénovation et d'isolation des façades a été livré en mars 2025 pour un budget global de 2,5 m€. Ce projet a été financé à hauteur de 827 k€ par la Région Pays de La Loire.

#### c) Projet de nouveaux bâtiments ANGERS

Un projet d'acquisition et de rénovation d'un nouveau bâtiment à ANGERS est en cours à proximité du site principal. Il est prévu de déplacer les formations du secteur Peinture dans ce nouveau bâtiment. Le montant de l'ensemble immobilier se chiffre à 1,7 m€ auxquels s'ajoutent 800 k€ de frais de rénovation.

#### d) Projet de modernisation du site ST-HERBLAIN

À la suite d'un état des lieux, le Conseil d'Administration a décidé le lancement d'un plan de modernisation du site. La société ILEX CONSULTANT a été mandatée pour accompagner l'Association dans l'analyse des besoins.

#### e) Projet d'extension des ateliers bois SAINT BREVIN

Afin d'augmenter notre capacité d'accueil, notamment concernant le diplôme Menuisier installateur, une extension des ateliers est programmée pour un montant de 785 k€.



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

### **f) Construction de l'Académie de la transition énergétique LA ROCHE SUR YON**

Afin de rapatrier les ateliers Electricité aujourd'hui situés sur le site du Sully et d'accueillir les métiers de l'énergie, la construction d'un nouveau bâtiment est en cours pour un budget de 13,6 m€ financé par la Région Pays de la Loire et Par le CCCA-BTP à hauteur de 8,6 m€.

#### **4-1-4 Accord d'intéressement**

Un nouvel accord d'intéressement a été signé le 27 mai 2025. Compte-tenu du résultat d'exploitation 2025, une charge à payer a été comptabilisée à hauteur de 292 792 €.

#### **4-2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

## **5. Principes et méthodes comptables**

### **5-1 Principes généraux**

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2028-06 et au règlement ANC 2019-04 at à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 applicable au 1er janvier 2025.

#### **• Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC 2022-06**

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application du règlement ANC n°2022-06 génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

**TABEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)**

Poste concerné (ancien modèle)	Compte ancien format	Montant N selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant après reclassement
Remboursement d'assurances	791100 Transfert de charges	63 089 €	Reclassés en autres produits d'exploitation	758700 Autres produits	63 089 €
Refacturation des frais liés à l'internat à la CMAR et au Foyer Socio-éducatif	791300 Transfert de charges	131 669 €	Reclassés selon la nature de l'opération	708888 708400 Production vendue	66 390 € 65 279 €
Produits de cession d'immobilisations	775200 Produits exceptionnels	2 150 €	Reclassés en autres produits d'exploitation	757200 Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 150 €
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	675200 Charges exceptionnelles	1 120 €	Reclassées en autres charges d'exploitation	657200 Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	1 120 €
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en autres produits)	777100 Reclassé en Autres produits	2 881 044 €	Reclassée en produits d'exploitation	747100 Subventions	2 881 044 €
Charges constatées d'avance	486000 Charges constatées d'avance	290 329 €	Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance"	486000 Actif circulant – Créances	290 329 €
Avances et acomptes sur immobilisations		0 €	Regroupés avec les immobilisations en cours	Immobilisations en cours	0 €

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025**

**INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

**BILAN ACTIF**

**Immobilisations incorporelles - Mouvements principaux**

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles - Mouvements principaux	303 452 €	0 €	0 €	303 452 €

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur comptable.

**Immobilisations incorporelles - Amortissements pour dépréciation**

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Fonds commercial		
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

**Immobilisations corporelles et financières - Mouvements principaux**

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Virement compte à compte	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations corporelles	96 396 248 €	3 920 788 €	4 890 051 €	219 281 €	104 987 806 €
Immobilisations en cours	4 654 108 €	290 004 €	-4 654 108 €	€	290 004 €
Avances et acomptes	235 943 €	0 €	-235 943 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	40 860 €	410 €	0 €	3 661 €	37 608 €
<b>TOTAL</b>	<b>101 327 158 €</b>	<b>4 211 202 €</b>	<b>0 €</b>	<b>222 942 €</b>	<b>105 315 418 €</b>

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

actuelle d'un actif est inférieure à la valeur comptable. Les diminutions sont principalement constituées des mises en services d'immobilisations en cours.

### Immobilisations corporelles - Amortissements pour dépréciation

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	1 à 50 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 15 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 20 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 20 ans

### Amortissements - Dépréciations des immobilisations corporelles

Situations et mouvements	A	C	D	E
Rubriques	Dépréciations cumulées au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions dépréciations de l'exercice	Dépréciation cumulée à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	303 452 €			303 452 €
Immobilisations corporelles	65 260 056 €	3 302 735 €	218 018 €	68 344 774 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
<b>TOTAL</b>	<b>65 563 508 €</b>	<b>3 302 735 €</b>	<b>218 018 €</b>	<b>68 648 226 €</b>

### Stock

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO. Le coût d'achat est composé du prix d'achat TTC relevé sur les factures des fournisseurs. Une dépréciation de 2 659 € a été constatée sur un stock ancien de l'atelier gros œuvre et bois d'ANGERS qui ne s'écoule pas depuis plusieurs années.

### Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Avances et acomptes versés sur commande	22 354 €	22 354 €	
Créances clients et comptes rattachés	1 857 353 €	1 857 353 €	



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025**

Autres : clients factures à établir	11 578 188 €	11 578 188 €	
Autres créances (voir détail joint)	742 036 €	742 036 €	
<b>TOTAL</b>	<b>14 199 931 €</b>	<b>14 199 931 €</b>	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Autres créances**

4098	R.R.R.O non encore reçus	14 747 €
425	Avance sur salaires	372 €
437-438	Autres organismes sociaux	18 979 €
4411	Subv état	
4417	Subv région fonctionnement	
44178	Subv autres organismes	199 087 €
44180	Subv CCCA fonctionnement	465 288 €
44188	Autres subv diverses	
448720	Subv à recevoir région équipement	
448736	Subv à recevoir CCCA équipement	
448735	Subv à recevoir CCCA travaux	
467800	Subv ASP Aides permis	8 350 €
467	Autres Créances diverses	18 160 €
4687	Produits à recevoir (*)	17 053 €
<b>TOTAL</b>		<b>742 036 €</b>

(\*) dont : prestations services, ind transport LE MANS Métropole, remboursement conseiller prud'homales, production électricité

Charges constatées d'avance

290 329 €

Dont :

Location, maintenance, voyages éducatifs, communication

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

### BILAN PASSIF

#### Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations (variation des comptes 131)	Diminutions (variation du compte 139)	Reclassement	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D	E
Réserves pour projet de l'entité	29 037 365 €	4 474 602 €			33 511 966 €
Autres réserves	3 419 110 €	0 €	0 €	0 €	3 419 110 €
Report à nouveau	583 469 €	0 €	0 €	0 €	583 469 €
Résultat comptable de l'exercice	4 474 602 €	3 704 854 €	4 474 602 €		3 704 854 €
Subventions d'investissement non renouvelables par l'organisme	28 046 287 €	2 037 423 €	2 547 401 €		27 536 310 €
<b>TOTAL</b>	<b>65 560 833 €</b>	<b>10 216 879 €</b>	<b>7 022 003 €</b>	<b>0 €</b>	<b>68 755 709 €</b>

#### Amortissements des subventions

Subventions	Montant Subvention (cptes131)	Reprise 2025 (cpte 747)	Montant repris au 31/12/25 (cpte 139)	Solde net au bilan
<b>TOTAL</b>	<b>93 079 352 €</b>	<b>2 766 610 €</b>	<b>65 543 042 €</b>	<b>27 536 310 €</b>

#### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques sociaux	272 895 €	37 640 €	98 026 €	212 509 €
Provision pour autres risques	725 614 €	42 659 €	684 209 €	84 064 €
Provisions pour charges (gros entretien)	666 160 €	120 000 €	238 396 €	547 765 €
Provisions pour charges (PIDR)	1 678 756 €	164 709 €	67 629 €	1 775 836 €
Provisions pour autres charges	51 430 €	54 357 €	51 430 €	54 357 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 394 855 €</b>	<b>419 365 €</b>	<b>1 139 690 €</b>	<b>2 674 531 €</b>



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

### Suivi provision gros entretien

	Programmation				
Nature travaux	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Rénovation Hall+PRAP	427 765 €				427 765 €
Travaux hébergement	45 000 €	75 000 €			120 000 €
<b>TOTAUX</b>	<b>472 765 €</b>	<b>75 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>547 765 €</b>

### Engagement pris en matière de retraite

Les engagements sont évalués et comptabilisés en application de la recommandation ANC n° 2013-02. La méthode d'évaluation des unités de crédits projetés est appliquée.

Les paramètres suivants ont été retenus pour l'évaluation des engagements au 31/12/2025 :

- Taux d'actualisation retenu : 3,6 %
- Taux de probabilité de présence du salarié : table de probabilité de présence TH04 06
- Taux de progression de salaires : 2 %
- Taux de turn-over : 1,5 %
- Age de départ (volontaire) : 64 ans
- Taux de charges sociales : 47 %

Situation à la clôture :

Engagement total (estimation passif social au 31/12/25) :	2 071 409 €
Engagement couvert au 31/12/25 fonds externalisé net de frais :	295 573 €
Engagement couvert par provision au 31/12/25 :	1 775 836 €



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025**

**Etat des dettes**

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 204 763 €	321 923 €	1 132 636 €	1 750 205 €
Avances et acomptes	6 603 €	6 603 €		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 879 969 €	1 879 969 €		
Dettes fiscales et sociales (voir détail joint)	3 772 232 €	3 772 232 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	307 414 €	307 414 €		
Autres dettes : charges à payer (voir détail joint) + Subventions	4 345 970 €	4 345 790 €		
Produits constatés d'avance (voir détail joint)	2 799 087 €	2 799 087 €		
<b>TOTAL</b>	<b>16 316 038 €</b>	<b>13 433 198 €</b>	<b>1 132 636 €</b>	<b>1 750 205 €</b>

**Fournisseurs, factures non parvenues :**

**481 680 €**

Dont : énergies, locations, entretien matériel, maintenance, assurances, honoraires, affranchissement, téléphonie, formation, personnel détaché.

**PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Produits hébergement	550 716 €
Trop perçu CONSTRUCTYS contrats stocks	2 248 370 €
Autres	
<b>TOTAL</b>	<b>2 799 086 €</b>

**DETAIL DES AUTRES DETTES**

Avoirs à établir (autres)	
Fournitures acquises pour apprentis	840 €
Subvention Région	3 237 560 €
Subvention CCCA	1 066 781 €
Charges à payer (*)	40 789 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 345 970 €</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

(\*) Divers (Visa à reverser...)

### Dettes fiscales et sociales

Personnel	Rémunérations dues	20 882 €
Organismes sociaux	Comité d'entreprise	12 745 €
	Médecine du Travail	2 581 €
	URSSAF	945 043 €
	Caisse retraite + prévoyance	346 687 €
	Divers	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 307 056 €</b>
Taxes dues sur les rémunérations	Taxe sur les salaires	84 698 €
	Prélèvement à la source	48 631 €
	Formation professionnelle	
	Construction	74 554 €
	<b>TOTAL</b>	<b>207 883 €</b>
Dettes concernant les congés payés, primes et intéressement	Dettes congés, primes et intéressement à payer	1 532 467 €
	Provision charges sociales sur dettes congés, primes et intéressement à payer	564 342 €
	Provisions charges fiscales sur dettes congés, primes à payer	88 866 €
	<b>TOTAL</b>	<b>2 185 675 €</b>
Trésor public	Impôt Société/autres impôts taxes	50 736 €
Produits IJSS	Produits IJSS	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>3 772 232 €</b>

### Informations complémentaires - Titres des placements au 31/12/25

Montant Sicav de trésorerie

3 949 466 €

Montant sur livret

1 523 560 €

Dépôt à terme

6 800 000 €

Total Produits financiers 2025

742 796 €

Dont VMP

453 780 €

Dont livret

14 645 €

Dont Autres produits financiers

462 €

Dont Comptes à terme

273 910 €



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

Honoraires commissaires aux comptes pour 2025	46 945 €
Services autres que la certification des comptes	3 720 €

### INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

#### Ventilation des produits d'exploitation

Contrat de professionnalisation et formation continue	1 824 303 €
Financement OPCO NPEC	32 943 693 €
Financement OPCO Frais annexes	1 873 660 €
Ventes diverses	70 387 €
Hébergement	1 168 784 €
Restaurant	70 764 €
Location	27 662 €
Mise à disposition de personnel	66 090 €
Autres produits de gestion	94 828 €
Subventions Région + CCCA + Divers	1 629 656 €
Taxe d'apprentissage	56 043 €
Quote-part des subventions d'équipements rapportées aux résultats en fonction des amortissements des immobilisations concernées	2 766 610 €
Autres produits	114 434 €
Reprise de provisions, transferts de charges	1 132 678 €
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>43 839 590 €</b>

#### Engagements donnés sur emprunts

Destination	Site	Montant emprunt	Montant restant à débloquer au 31/12/2025	Capital restant dû au 31/12/2025
Achat local couverture	ST-BREVIN	800 000 €	0 €	527 248 €
Rénovation site de SAINT-HERBLAIN	ST-HERBLAIN	3 378 000 €	2 661 485 €	38 785 €
Construction bâtiment ateliers	LA ROCHE-SUR-YON	2 684 000 €	0 €	2 132 440 €



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

Ces emprunts font l'objet d'une hypothèque immobilière.

### Engagement hors bilan

BTP CFA PDL - site de la Vendée (ex AFORBAT-Vendée) bénéficie au même titre que la Chambre de Métiers de Vendée, d'une convention de mise à disposition avec la Région des Pays de la Loire d'un ensemble immobilier édifié sur un terrain d'environ 8 hectares situé Rond-Point du Coteau à la ROCHE-SUR-YON.

Il est impossible de valoriser cet avantage compte-tenu de la nature de l'activité du locataire et de la convention de relation avec le propriétaire.

Dans le cadre du financement de cet ensemble immobilier, BTP CFA Vendée a versé à la région des Pays de la Loire des fonds de concours s'élevant à 3 872 205 Euros.

Soit une participation pour les réalisations suivantes :

➤ La construction du CFA sur le site du Coteau	:	3 201 430 €
➤ L'acquisition du terrain de stockage en 1994	:	121 959 €
➤ L'extension du pôle électrotechnique en 1995	:	91 469 €
➤ La 1 <sup>ère</sup> tranche extension en 1997	:	152 449 €
➤ La 2 <sup>ème</sup> tranche extension en 1998	:	304 898 €

### Contribution volontaire en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

L'article 7 des statuts précise la gratuité des fonctions des représentants administrateurs de l'association.

Leur contribution en temps étant principalement liée aux temps de réunions, aucune valorisation n'a été comptabilisée sur l'exercice.

### Informations diverses

Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 :

« Les cadres de direction de BTP CFA Pays de la Loire sont considérés comme cadres autonomes conformément à l'article L212-15-3 du code du travail (Cf. Accord national sur l'aménagement et la réduction du temps de travail du personnel de direction des associations gestionnaires des CFA du réseau CCCA-BTP du 07 novembre 2000, qui fonde leur légitimité juridique).

Par voie de conséquence, ils n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, pour ce qui concerne la publication de leurs rémunérations et de leurs avantages en nature ».